

RAPPORT 2019
ANNUEL 2020

Leadership et résilience



« Nous sommes fiers de nos employés partout dans le monde pour la résilience et la passion dont ils font preuve! »

Roy Gori
Manuvie

« C'est pour ça que nous sommes en affaires : pour aider les gens. »

Dean Connor
Financière Sun Life

« Nous en ressortirons plus forts. »

Charles Brindamour
Intact Corporation financière

« Les temps difficiles finissent par passer, mais les équipes solides sont là pour rester. »

Linda Hasenfratz
Linamar

« Nous sommes immensément fiers de faire notre part pour accroître la capacité du Canada en matière de soins de santé. »

Nancy Southern
ATCO Ltd.

« Je n'ai jamais été plus fier de nos employés partout au Canada et à l'échelle mondiale. »

Paul Mahon
Great-West Lifeco and Canada Life

Table des matières



- 02** Message du président
- 04** Message du président et chef de la direction
- 06** Un défi sans précédent : la chronologie de la COVID-19
- 14** Les entreprises canadiennes réagissent
- 32** Quelles sont les prochaines étapes?
Un programme de croissance pour le Canada
- 43** Qui nous sommes
- 44** Publications choisies
- 46** Le conseil d'administration
- 48** Les membres
- 53** Le personnel du Conseil



Message du président

Les membres du Conseil canadien des affaires et leurs employés sont parmi les entreprises qui donnent le plus généreusement aux causes caritatives et aux services communautaires au Canada. Lorsque la pandémie de la COVID-19 a frappé de plein fouet au début de 2020, de nombreuses entreprises d'envergure sont évidemment intervenues rapidement pour mettre l'épaule à la roue.

Des entreprises de tous les secteurs, partout au pays, se sont vite mobilisées pour aider à ralentir la propagation du coronavirus, sauver des vies et contribuer à la relance économique qu'une telle urgence sanitaire nécessite.

Les transporteurs aériens ont modifié leurs horaires de vols et ont affecté des avions et des membres d'équipage au rapatriement de Canadiens coincés à l'étranger en raison des restrictions de voyage.

Les fabricants ont réoutillé leurs usines pour produire des ventilateurs, des solutions désinfectantes, de l'équipement de protection individuelle et d'autres types d'équipement médical dont on avait grandement besoin.

Les banques ont permis aux propriétaires de maison qui éprouvaient des difficultés financières de reporter leurs remboursements hypothécaires et ont proposé des options souples pour le remboursement d'autres formes de dettes.

Les assureurs ont diminué les primes d'assurance automobile et réduit les taux d'autres polices pour éviter que les clients n'aient à payer pour des services dont ils ne pouvaient pas se servir pendant le confinement.

Les fournisseurs de services de télécommunication ont offert gratuitement des appareils mobiles à des personnes âgées isolées, ont annulé les frais pour les appels interurbains et ont supprimé les plafonds liés à l'utilisation de données d'Internet pour que les gens puissent travailler et apprendre à la maison plus facilement, et rester connectés.

Les services essentiels comme les magasins d'alimentation, les fournisseurs d'énergie et les entreprises de camionnage ont travaillé pendant le confinement pour s'assurer qu'il y avait des aliments et des biens sur les étagères et pour approvisionner nos maisons en chauffage et en électricité.

Les sociétés de technologies de l'information ont créé de nouveaux logiciels pour aider les chercheurs et les travailleurs de la santé à mieux comprendre le virus, à développer des traitements et à mettre au point un vaccin.

Les hôtels ont fourni gratuitement un hébergement d'urgence aux travailleurs de la santé œuvrant aux premières lignes, alors que les cabinets comptables leur ont offert de préparer sans frais leurs déclarations de revenus.

Ce ne sont là que quelques exemples des contributions qui ont été apportées. Les entreprises de diverses industries ont également donné de l'argent et du matériel essentiel aux travailleurs de la santé, aux banques alimentaires, aux initiatives de soutien en santé mentale, aux maisons d'hébergement pour femmes, à la Croix-Rouge canadienne, à United Way/Centraide, ainsi qu'à d'autres organisations partout au pays.

En avril, tandis que les Canadiens et les entreprises canadiennes luttent avec acharnement contre la pandémie de la COVID-19, certains ont comparé la réponse collective du monde des affaires aux efforts des industries en temps de guerre qui ont soutenu le pays et les troupes canadiennes durant la Seconde Guerre mondiale.

Au début de la guerre en 1939, personne ne savait combien de temps cela durerait. La menace qui plane sur nous aujourd'hui est très différente, mais les perspectives sont tout aussi incertaines.

Les possibilités de traitement de la COVID-19 évoluent à une vitesse sans précédent, tout comme les efforts pour mettre au point un vaccin. Nous devons cependant apprendre à vivre avec le coronavirus tant et aussi longtemps qu'il n'y aura pas de vaccin disponible à grande échelle. Il faudra prendre des mesures pour réduire la transmission afin

d'assurer la sécurité des gens et des collectivités. En tant que dirigeants d'entreprise, nous sommes reconnaissants envers le Canada pour le rôle de chef qu'il a joué dans la gestion de la pandémie et pour sa collaboration avec les gouvernements provinciaux et territoriaux pour aplatir la courbe.

Nous espérons tous que l'on trouvera une solution sous peu. Mais, peu importe le temps qu'il faudra, les dirigeants d'entreprise au pays seront là pour les Canadiens et Canadiennes. Ils travailleront avec les gouvernements, les organismes sociaux et d'autres intervenants pour appuyer les employés, les clients, les collectivités et le pays pendant que nous relevons collectivement ce défi.

DON LINDSAY

Président | Conseil canadien des affaires



Message du président et chef de la direction



C'est Winston Churchill qui, le premier, aurait dit qu'« il ne faut jamais gaspiller une bonne crise. » C'est une leçon que les Canadiens doivent garder en tête au moment où nous nous apprêtons à rebâtir notre économie et notre société tout en composant avec les ravages de la COVID-19.

Notre pays est gâté sur le plan de l'histoire et de la géographie, autant de cadeaux que nous avons malheureusement tendance à tenir pour acquis. Des ressources naturelles à profusion; une frontière partagée avec l'économie la plus riche et la plus dynamique du monde; des côtes et des ports sur les océans Atlantique et Pacifique et un potentiel non exploité dans le Nord, autant de facteurs qui nous donnent un accès précieux aux marchés internationaux.

C'est un peu comme si nous croyions avoir tout réussi par nous-mêmes alors que nous avons une longueur d'avance.

Or, même si nous avons l'habitude d'accumuler les victoires, personne ne peut gagner indéfiniment. La pandémie mondiale a durement frappé notre économie, anéantissant le gagne-pain de millions d'hommes et de femmes et enlisant nos gouvernements déjà très endettés dans des centaines de milliards de dollars de dettes additionnelles.

Et tout cela à une époque marquée par des tensions géopolitiques croissantes et de l'instabilité économique partout dans le monde. Il est évident, et depuis un bon moment déjà, qu'on ne peut plus compter sur des partenaires jadis fiables et que le monde ne cesse de se complexifier. Nous devons de plus en plus apprendre à nous débrouiller seuls.

Nous devons trouver moyen de tirer profit de ces défis, nous demander comment faire pour que la crise à laquelle nous sommes confrontés ne soit pas « gaspillée ».

Il faut regarder la réalité en face. Bien avant la pandémie, il était clair que nous vivions dans un monde de plus en plus compétitif, un monde où il ne suffit plus d'obtenir la note de passage – où il faut se démarquer.

Les effets dévastateurs de la COVID-19 risquent fort d'accroître les rivalités économiques internationales. Les pays du monde entier s'efforceront plus que jamais d'attirer des investissements et de créer des emplois. Il ne fait aucun doute que la concurrence pour obtenir des capitaux, des talents et des idées s'intensifiera.

Pour réussir dans ce nouveau contexte, nous devons élaborer sans plus tarder un nouveau programme plus ambitieux pour le Canada. Nous devons exploiter nos grandes forces, notamment nos riches ressources naturelles et humaines, tout en donnant libre cours à notre imagination et à notre esprit entrepreneurial.

Nous devons nous doter d'un plan qui reconnaît notre potentiel et qui réagit aux défis de l'heure, qu'il s'agisse d'urgences sanitaires, des changements climatiques ou des répercussions des technologies numériques sur nos milieux de travail et notre société.

Nous avons du pouvoir sur beaucoup de choses. La dernière fois que le Canada a procédé à un examen exhaustif du régime fiscal remonte à plus d'un demi-siècle. Nous sommes freinés par des obstacles au commerce interprovincial; selon le Fonds monétaire international, éliminer ces barrières permettrait d'augmenter le produit intérieur brut de quatre pour cent. Nous avons enclavé notre secteur de l'énergie de

plusieurs façons, et nos infrastructures portuaires et de transport sont vétustes. Il y a moyen de faire autrement.

Nous devons saisir l'occasion de rebâtir en mieux.

Les dirigeants d'entreprise que je représente sont résolus à faire du Canada l'endroit par excellence pour vivre, travailler, investir et grandir. Notre Groupe de travail sur l'avenir économique du Canada a proposé un plan pour améliorer la croissance, créer des emplois de grande valeur et s'assurer que notre pays atteint son plein potentiel (page 32).

Mais il n'y a pas que l'économie qui compte; notre société aussi est importante. Les mouvements sociaux se succèdent et demandent à tour de rôle, et à juste titre, que les choses changent. Nous devons remédier aux vieilles disparités comme le racisme systémique, les inégalités entre les sexes et le peu d'opportunités offertes aux peuples autochtones. Nous devons régler la crise liée aux problèmes de santé mentale, crise que la pandémie et l'isolement social ont exacerbée. Et nous devons appuyer les parents en offrant des services de garde sécuritaires et fiables et un système d'éducation robuste qui puisse s'adapter à des circonstances changeantes. Autant d'enjeux qui bénéficieront d'une économie florissante. Les deux vont de pair.

Les dirigeants d'entreprise du Canada sont disposés à travailler avec les gouvernements de toutes allégeances, avec les représentants syndicaux, les communautés autochtones et d'autres intervenants pour s'assurer que notre pays sorte de cette crise prêt à devenir un chef de file mondial. Il y a tant à faire, ne perdons plus de temps.

GOLDY HYDER

Président et chef de la direction | Conseil canadien des affaires

UN DÉFI SANS PRÉCÉDENT :

la chronologie de la COVID-19

En temps de crise, le leadership est mis à l'épreuve. Pour la plupart des dirigeants, la pandémie de la COVID-19 a été le pire défi qu'ils aient jamais connu. Alors que le pays faisait face à une urgence sans précédent sur les plans de la santé et de l'économie, les membres du Conseil canadien des affaires ont donné l'exemple en intervenant rapidement, en prenant soin des autres et en faisant preuve de compassion.





L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ DÉCLARE LA COVID-19 UNE PANDÉMIE

UN APPEL À L'ACTION

Plus de 100 chefs de la direction du Conseil canadien des affaires signent une lettre ouverte exhortant les dirigeants au pays à s'efforcer de ralentir la propagation de la COVID-19.

JAN

9

**LE CANADA
CONFIRME SON
PREMIER CAS
DE COVID-19**

MAR

9

**LE CANADA
CONFIRME
LE PREMIER
DÉCÈS**

11

15



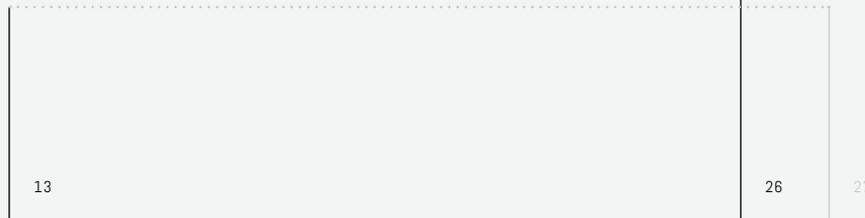
« Les organisations et les employeurs que nous représentons se livrent au quotidien une concurrence féroce. Aujourd'hui, nous faisons front commun dans une lutte commune contre la COVID-19. »

DONNER L'EXEMPLE



Le balado *Speaking of Business* propose une série spéciale axée sur les mesures prises par des employeurs dans le contexte de la pandémie de la COVID-19. Plus de 30 chefs de la direction y racontent des histoires inspirantes de leadership et de résilience.

LES PROVINCES ET LES TERRITOIRES DÉCLARENT L'ÉTAT D'URGENCE



MAR

AVR



RÉACTION DES ENTREPRISES FACE À L'INTENSIFICATION DE LA CRISE

- Elles fournissent des services essentiels tout en assurant la sécurité des employés.
- Elles aident à rapatrier des milliers de Canadiens.
- Elles optent pour le télétravail et versent des millions de dollars à des organismes de bienfaisance partout au pays.
- Elles donnent des millions de dollars à des organismes de charité partout au pays.
- Elles outillent leurs usines différemment pour produire l'équipement médical dont le pays a grandement besoin.

(Voir d'autres exemples, pages 14 à 31.)



« Nous vous exhortons à travailler en étroite collaboration avec les employeurs, les dirigeants syndicaux et les autres parties prenantes pour veiller à ce que les Canadiens puissent retourner au travail en toute sécurité et en toute confiance qu'une fin de la pandémie est en vue. »

RÉCLAMER UNE ACTION CONCERTÉE

Dans une lettre ouverte adressée aux premiers ministres fédéral, provinciaux et territoriaux, le Conseil canadien des affaires demandait à tous les ordres de gouvernement de coordonner leurs efforts afin qu'une relance responsable de l'économie repose sur les quatre grands principes suivants :

- La santé et la sécurité doivent être primordiales.
- Un ensemble commun de lignes directrices doit s'appliquer à l'échelle nationale, même si la reprise des activités pourra se faire à différents moments selon le secteur et la région.
- Les employeurs doivent avoir accès à de l'équipement en quantité suffisante pour protéger leur personnel.
- Le Canada devrait apprendre de ce qui se fait ailleurs.

Moins de deux semaines plus tard, les premiers ministres fédéral, provinciaux et territoriaux ont produit un ensemble commun de principes pour relancer l'économie canadienne.

16

6

9

MISER SUR L'ENTRAIDE

Le Conseil canadien des affaires collabore avec d'autres associations pour appuyer le Réseau de résilience des entreprises canadiennes afin de soutenir les entreprises pendant la pandémie. Mentionnons entre autres la Chambre de commerce du Canada, le Conseil canadien pour le commerce autochtone, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et Manufacturiers et Exportateurs du Canada.

METTRE L'ACCENT SUR LA SANTÉ MENTALE

Le Conseil canadien des affaires appuie le lancement de BienCanadiens, une initiative de Morneau Shepell qui offre gratuitement la collecte de ressources numériques pour aider les Canadiens à préserver leur santé mentale pendant la pandémie.



UN BESOIN URGENT D'ACCROÎTRE LES EFFORTS EN MATIÈRE DE DÉPISTAGE, DE SURVEILLANCE ET DE TRAÇAGE

Dans une lettre d'opinion publiée dans la revue *Maclean's*, Goldy Hyder et Isaac Bogoch ont insisté sur l'urgence d'accroître les efforts de dépistage de la COVID-19 à l'échelle nationale.

Quelques jours plus tard, le premier ministre de l'Ontario, Doug Ford, a annoncé son engagement à intensifier le dépistage dans la province.

16

MAI



« Oui, les gens veulent retourner au travail et reprendre leurs activités commerciales, mais pour avoir une économie saine, il faut une population en santé. Accroître le dépistage rehaussera la confiance des Canadiens dont nous avons besoin pour une reprise durable. C'est l'occasion de bien faire les choses. »

PREMIÈRE RENCONTRE VIRTUELLE DU CONSEIL CANADIEN DES AFFAIRES

Plus de 100 chefs d'entreprise se sont réunis pour discuter des prochaines étapes. L'honorable Catherine McKenna, ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, et Michael Sabia, nouveau président du conseil d'administration de la Banque de l'infrastructure du Canada, ont parlé de l'importance des projets d'infrastructure pour la création d'emplois et la croissance économique à long terme.

Dans une table ronde, les membres ont souligné que le succès de la reprise économique ne sera possible que si la population y croit vraiment et si elle nous fait confiance à cet égard.



20

JUN

21

RESTAURER LA CONFIANCE



Le Conseil canadien des affaires est responsable du lancement de la promesse APRÈS, une campagne d'éducation publique menée par le monde des affaires qui permet aux entreprises de montrer leur engagement à assurer la sécurité des clients et des employés pendant que nous continuons de composer avec la COVID 19. Le gouvernement fédéral a approuvé l'initiative.



« J'encourage tous les propriétaires d'entreprise – qu'ils soient propriétaires d'un restaurant, d'une nouvelle entreprise de technologie ou d'une boutique – à se joindre à ce mouvement. Ensemble, on peut protéger les gens. Et ensemble, on peut donner aux Canadiens la confiance nécessaire pour relancer notre économie. »

– Le premier ministre Justin Trudeau



RENCONTRE AVEC LE NOUVEAU GOUVERNEUR DE LA BANQUE DU CANADA

Les membres se sont réunis pour une deuxième réunion virtuelle afin d'entendre l'allocation de Tiff Macklem, le nouveau gouverneur de la Banque du Canada. Dans une table ronde réunissant des membres du Conseil, la discussion a porté sur le caractère hétérogène de la relance économique : certains secteurs devraient s'en remettre rapidement alors que d'autres, comme les voyages et le tourisme, pourraient éprouver des difficultés pendant longtemps.

JUN

23

PRÉPARER LA RELANCE

En juillet dernier, en attendant qu'un portrait économique soit publié, le Conseil canadien des affaires a envoyé une lettre à Bill Morneau, ministre des Finances, pour lui soumettre des recommandations sur certaines initiatives à moyen terme que le gouvernement devrait mettre en œuvre :

- Continuer à augmenter le nombre de tests de dépistage de la COVID-19 et intensifier la recherche de contacts.
- Assouplir certaines restrictions liées aux voyages.
- Fournir un soutien immédiat aux secteurs durement touchés des voyages, du tourisme et de l'accueil du Canada.
- Approuver plus rapidement les projets d'infrastructures et les investissements à ce chapitre.
- Aider les travailleurs licenciés à effectuer une transition vers de nouveaux emplois.

25





« Le portrait économique et budgétaire d’aujourd’hui souligne pourquoi il est vital de relancer l’économie. [...] Nous avons réussi à aplatir la courbe. Nous entrons maintenant dans une nouvelle phase en attendant un vaccin ou un traitement. Nous avons des conseils d’experts en santé publique qui sont très clairs sur ce que nous devons faire en tant qu’individus pour lutter contre le virus. Nous pouvons faire confiance aux entreprises ainsi qu’aux particuliers pour relancer l’économie en toute sécurité et de manière responsable. »

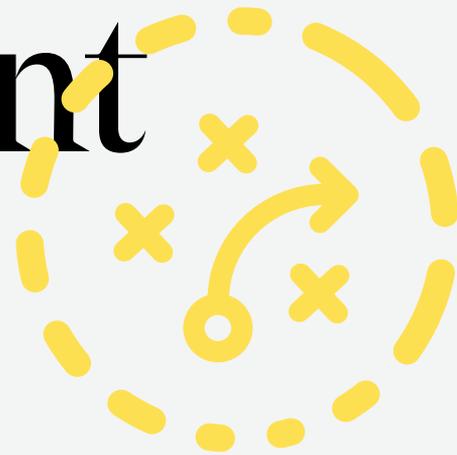
– Goldy Hyder

JUL

8

**LE MINISTRE
DES FINANCES,
BILL MORNEAU,
PRÉSENTE UN POR-
TRAIT ÉCONOMIQUE
AVEC UN DÉFICIT
PRÉVU DE 343 MIL-
LIARDS DE DOLLARS**

Les entreprises canadiennes réagissent



Intervenir

Les entreprises canadiennes sont intervenues rapidement pour lutter contre la COVID-19.

Dans des industries comme l'énergie, l'agroalimentaire, les télécommunications et les transports, les entreprises qui fournissent des services essentiels aux Canadiens ont adopté de nouvelles lignes directrices rigoureuses pour protéger la santé et la sécurité des travailleurs de première ligne.

Le télétravail est devenu une pratique répandue. Lorsque des milliers de Canadiens étaient coincés à l'étranger en raison des restrictions en matière de transport aérien et des fermetures de frontières, les sociétés de télécommunications et les transporteurs aériens ont travaillé avec des représentants du gouvernement fédéral pour communiquer avec les voyageurs et les rapatrier en toute sécurité.



Bien que des mises à pied aient été inévitables dans certains cas, plusieurs des grands employeurs du Canada ont déployé des efforts spéciaux pour éviter de licencier leurs employés, peu importe la charge de travail ou le nombre de clients à servir. Lors de la réouverture de l'économie, les entreprises ont été les premières à appliquer de nouveaux protocoles et à réaménager leurs milieux de travail pour protéger la santé et la sécurité de leurs employés.

Pendant ce temps, les entreprises ont répondu à l'appel visant à s'assurer que les travailleurs de la santé aux premières lignes disposaient d'une quantité suffisante d'équipement de protection individuelle et de matériel médical essentiel.



Afin d'atténuer les répercussions économiques de l'urgence sanitaire, les plus grandes entreprises du Canada ont versé des centaines de millions de dollars aux banques alimentaires et à d'autres organismes de bienfaisance pour aider les personnes dans le besoin. Elles ont également investi des millions de dollars dans des initiatives destinées à appuyer les petites entreprises et les collectivités.

Finalement, certaines des marques les plus connues du pays se sont ralliées pour soutenir des programmes culturels qui célèbrent des artistes locaux, les réalisations des jeunes et la résilience des Canadiens.

Le message des membres du Conseil canadien des affaires était clair : nous allons traverser cette épreuve ensemble.

« Cet effort de mobilisation auquel participent le gouvernement, les entreprises, les communautés et les particuliers de l'Ontario afin de ralentir la propagation de la COVID-19 est l'un des plus importants et des plus ambitieux jamais entrepris dans notre province. »

L'honorable Doug Ford
premier ministre de l'Ontario



« Depuis le début de l'écllosion, notre priorité est d'assurer la santé et la sécurité de tous les Canadiens. Nous travaillons en partenariat avec l'industrie et les entreprises du Canada pour pouvoir agir rapidement et ainsi garantir notre accès aux produits et aux services dont nos fournisseurs de soins de santé ont besoin pour aider les Canadiens. Ensemble, nous mobilisons tout le Canada pour limiter la progression du virus. »

Le très honorable Justin Trudeau
premier ministre du Canada

Services essentiels

La pandémie de la COVID-19 a radicalement changé la vie au Canada, transformant notre façon de vivre, de travailler, de magasiner et d'interagir.

Les services essentiels ont grandement permis au pays de poursuivre ses activités et aux entreprises de répondre à l'appel, connectant les gens par l'entremise de réseaux de télécommunications, fournissant de l'énergie aux collectivités et approvisionnant les magasins en aliments et en médicaments.

Les entreprises canadiennes ont fait face à des conditions difficiles, notamment à des hausses importantes de la demande, mais elles ont continué de protéger la sécurité des employés.



« Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que vous ayez ce dont vous avez besoin pour vous et votre famille. Soyez aimables les uns envers les autres. Nous passerons à travers. »

Galen Weston
Les Compagnies Loblaw limitée

« Ce qui nous définit en tant que Canadiens, c'est que nous prenons soin les uns des autres. C'est ce que j'aime de ce pays. »

Michael McCain
Les Aliments Maple Leaf

Les entreprises ont relevé le défi d'offrir sans relâche aux Canadiens des biens et des services essentiels, même si la demande a atteint des niveaux inégalés :

Le trafic sur Internet a augmenté de 60 %



La demande auprès des détaillants en alimentation a augmenté de 40 %



Les livraisons de colis ont triplé



Assurer la sécurité des employés

Même au début de la pandémie, alors que les caractéristiques du virus et sa propagation n'étaient pas bien comprises, les entreprises ont pris l'initiative de protéger la santé et la sécurité de leurs employés et des collectivités.

Certaines ont opté pour le télétravail et se sont adaptées aux circonstances changeantes de leurs employés. D'autres ont fourni aux travailleurs essentiels de l'équipement de protection individuelle approprié, ont réaménagé les milieux de travail et ont adopté de nouvelles pratiques pour permettre la distanciation physique.

Pendant la réouverture de l'économie, les entreprises ont travaillé avec les syndicats et leurs employés afin de mettre en place de nouveaux protocoles et de prendre des précautions supplémentaires.

« La santé et la sécurité de nos employés, de nos contractuels et des collectivités sont primordiales pendant ces moments difficiles. »

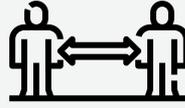
Dawn Farrell
TransAlta Corporation



« Alors que nous composons tous avec la pandémie complexe de la COVID-19, la santé, la sécurité et le bien-être de nos employés et de leurs familles constituent notre plus grande priorité. »

Jean-Louis Servranckx
Groupe Aecon Inc.

**UNE DISTANCIATION
PHYSIQUE DE DEUX
MÈTRES**



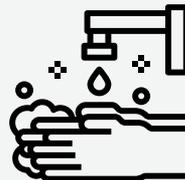
**GARDER LES
SURFACES PROPRES
ET DÉSINFECTÉES**



**DES COUVRE-VISAGE
LORSQUE LA
DISTANCIATION
PHYSIQUE N'EST
PAS POSSIBLE**



**UN PLUS GRAND
NOMBRE DE POSTES
POUR SE LAVÉR LES
MAINS**



**DES VÉRIFICATIONS
DE TEMPÉRATURE**



L'industrie réagit

Alors que le virus se propageait et que tous les ordres de gouvernement demandaient de l'équipement de protection individuelle et du matériel médical, l'industrie canadienne a répondu à l'appel.

En quelques semaines – parfois quelques jours – les fabricants canadiens ont modifié leurs lignes de production pour fabriquer des ventilateurs, des couvre-visage, des visières, des sarraus, des désinfectants pour les mains et d'autres types d'équipement pour sauver des vies.

Au fur et à mesure que se sont présentés de nouveaux défis, les secteurs privé et public ont collaboré pour mettre au point des solutions novatrices, y compris établir des liens entre les fournisseurs d'équipement de protection individuelle et les personnes qui en avaient besoin, développer une application pancanadienne d'exposition à la COVID-19 et construire des installations portatives pour le dépistage.



« C'est l'un des moments de notre histoire où nous pouvons être le plus fiers de pouvoir soutenir tous les Canadiens pendant cette période difficile. »

Scott Bell

La Compagnie General Motors du Canada

« Nous sommes fiers
de jouer un rôle
pour sauver des vies
en offrant au pays
une solution
canadienne. »

Marc Parent
CAE Inc.

Entre le 20 et le 31 mars, 3 000 entreprises ont répondu à la demande du gouvernement fédéral de fournir au pays de l'équipement de protection individuelle et du matériel essentiel en santé.

3 000 entreprises canadiennes ont répondu à l'appel en 11 jours



La plateforme Rapid Response a été lancée à la mi-mai afin de jumeler des fournisseurs de produits essentiels pour lutter contre la COVID-19 à des entreprises de toutes les tailles et des travailleurs de première ligne dans le besoin.

40 000 appariements pour l'approvisionnement



Au début de la pandémie, on comptait environ 5 000 ventilateurs dans tout le pays. Le gouvernement fédéral en a depuis commandé 40 000, dont 10 000 de l'entreprise CAE de Montréal.

De 5 000 à 40 000 ventilateurs



Redonner

L'urgence sanitaire de la COVID-19 a été particulièrement éprouvante pour certaines populations et collectivités vulnérables du Canada. Bien que les personnes âgées et les personnes ayant des antécédents médicaux particuliers soient plus à risque de subir des complications, les Canadiens à plus faible revenu et les travailleurs occupant des emplois précaires ont été les plus touchés par cette crise économique.

Au moment où les organismes de bienfaisance et les organismes sans but lucratif se heurtaient à des difficultés budgétaires, les grandes entreprises et philanthropes du pays ont fourni du soutien financier et des ressources grandement nécessaires.

Des centaines de millions de dollars ont été versés à des institutions et à des initiatives, notamment pour fournir aux hôpitaux les outils visant à traiter le virus, approvisionner les banques alimentaires, appuyer les collectivités autochtones éloignées et offrir des services gratuits en santé mentale.

Les membres du Conseil canadien des affaires ont donné des milliers d'ordinateurs portatifs, des millions de couvre-visage, des milliards de litres de désinfectant pour les mains et d'autres ressources importantes très en demande.

« Je suis impressionnée par la façon dont les gens veulent redonner pendant ces moments incroyablement difficiles. »

Heather Chalmers
GE Canada

« Aucun de nous n'a le privilège de l'inaction. Les personnes qui peuvent aider doivent le faire. »

Joe Natale
Rogers

La pandémie a entraîné une hausse radicale de la demande pour des services sociaux et des ressources importantes :

Une utilisation des banques alimentaires supérieure de 20 %



Deux fois plus de Canadiens qui se sentent stressés



Une augmentation de 350 % de messages texte à la ligne téléphonique Jeunesse, J'écoute



Soutien financier

Le confinement imposé en raison de la pandémie a causé des difficultés économiques importantes aux particuliers et aux entreprises partout au pays. Les institutions financières du Canada sont intervenues, élaborant des plans de soutien personnalisés pour les particuliers, les familles et les petites entreprises qui composaient avec l'incertitude financière et les perturbations économiques.

Les compagnies d'assurance ont réduit leurs taux, rajusté les primes et offert une plus grande souplesse pour aider les Canadiens.

Pendant ce temps, d'autres membres du Conseil canadien des affaires se sont mobilisés pour aider leurs clients et leurs fournisseurs au cours de cette période difficile. Ils ont notamment offert une aide financière et supprimé certains frais, en plus de proposer des initiatives uniques pour appuyer les petites entreprises et les entrepreneurs à effectuer une transition vers les services numériques.

« Nous demeurons optimistes et plus déterminés que jamais que la technologie soit un outil pour bon nombre de possibilités. Nous pouvons aider les petites entreprises dans l'ensemble du Canada à relever les défis qui les attendent. »

Sabrina Geremia
Google Canada



« Nous avons constaté les effets de la COVID-19 sur les humains et sur l'économie, mais nous avons également vu le meilleur en chacun de nous. Je remercie tout le monde d'avoir fait sa part tandis que l'on traverse ces moments difficiles. Je veux que vous sachiez que votre banque sera là pour vous. »

Victor Dodig
Banque Canadienne Impériale de Commerce

Les banques canadiennes
ont joué un rôle crucial
en offrant un soutien
financier :

Plus de 254,6 milliards de dollars

sous forme de crédit ont
été octroyés aux petites et
moyennes entreprises



Plus de 450 000

demandes de report de
remboursement du solde
de cartes de crédit



15 % des rem- boursements

hypothécaires reportés



S'adapter aux nouvelles conditions

Ce qui était autrefois inconcevable est devenu la norme en quelques jours et même en quelques heures. Alors que les gouvernements provinciaux déclaraient l'état d'urgence et exigeaient que les travailleurs non essentiels demeurent à la maison, les entreprises de toutes tailles ont rapidement effectué une transition vers le télétravail.

Elles ont donc dû fournir des ressources et modifier leurs pratiques pour appuyer leurs employés à la maison, dont plusieurs devaient en outre assumer des responsabilités familiales et assurer la garde de leurs enfants. Des horaires de travail souples ont été adoptés, des réunions se sont tenues par téléconférence et la communication est devenue plus importante que jamais.

Pendant ce temps, les écoles, les collèges et les universités ont fait face à des perturbations majeures. Les entreprises canadiennes ont décidé d'aider les élèves et les enseignants à s'adapter aux nouvelles conditions, notamment en donnant des ordinateurs portatifs aux élèves, en fournissant du matériel d'apprentissage en ligne aux enseignants et en aidant les gens à apprendre à se servir des outils numériques.

« Personne n'avait cru, en se couchant, qu'au réveil le monde entier travaillerait de la maison. »

Rola Dagher
Cisco Canada



« Avec l'arrivée de la COVID-19, des millions de personnes dans les écoles, les campus et les entreprises ont effectué une transition complète vers l'apprentissage en ligne, et ce, pratiquement du jour au lendemain. Ce qui semblait autrefois impossible était dorénavant la nouvelle normalité et les efforts ont été héroïques alors que nous avons fait front commun pour sauver l'année scolaire et aider les entreprises à poursuivre l'apprentissage afin qu'elles soient prêtes à affronter le nouveau monde. »

John Baker
D2L



Trois fois plus de vidéoconférences

dans le monde

Pendant la semaine
du 22 au 28 mars,

**4,7 millions
de Canadiens**

ont commencé à faire
du télétravail

1,6 milliard d'élèves

dans le monde ont été touchés
par des fermetures d'école



Offrir de l'espoir

Le confinement national en mars a séparé les amis, les familles et les collectivités. Les fermetures n'ont pas affecté seulement les écoles et les entreprises, mais aussi les théâtres, les salles de concert, les arénas et les galeries d'art. Cela n'a pas empêché l'industrie culturelle de rassembler les Canadiens d'un bout à l'autre du pays au moyen de certains programmes en ligne, dont des performances théâtrales et de danse ainsi que des concerts musicaux, qui mettaient tous en valeur les nombreuses contributions des artistes canadiens.

Les médias numériques et traditionnels ont été mis à contribution pour aider à réconforter, à inspirer et à encourager des millions de personnes dans l'ensemble du pays. En même temps, ces canaux de communication ont été adaptés pour marquer des jalons importants, par exemple la reconnaissance des diplômés de 2020.

« Nous mettons en lumière les contributions incroyables et les gestes de bonté des entreprises, des particuliers et des travailleurs de première ligne. »

Doug Murphy
Corus Entertainment



« Plus que jamais, il est important de trouver des histoires qui nous donnent de l'espoir. Voir les Canadiens unir leurs efforts pendant cette crise a vraiment été inspirant. »

Sam Sebastian
Pelmorex Corp.

#CanadaEnPrestation

À la mi-mars, alors qu'étaient mises en place des mesures de distanciation physique, Facebook Canada et le Centre national des arts ont établi un partenariat afin que les artistes locaux puissent rejoindre leurs publics grâce à des performances en direct, des événements musicaux et des festivals.



#CanadaEnsemble

Tirant parti de ses marques, de ses canaux et de son talent, Corus Entertainment a créé un site Web et une campagne médiatique pour inspirer des millions de Canadiens et pour amasser des fonds destinés à des organismes de bienfaisance.

Une reprise responsable

Alors que les Canadiens avaient réussi à unir leurs efforts pour aplatir la courbe et que les gouvernements avaient entamé la réouverture de l'économie, il était évident que l'on devait rehausser la confiance de la population si l'on voulait assurer une reprise durable et couronnée de succès.



De concert avec des organisations représentant plus de 100 000 entreprises, le Conseil canadien des affaires a dirigé la création de la promesse APRÈS, une campagne de sensibilisation pancanadienne conçue pour aider à protéger la sécurité des clients, des employés et des collectivités pendant la relance de l'économie.

Des entreprises de toutes les tailles ont adhéré à la promesse APRÈS et ont affiché le logo dans leurs vitrines afin de rassurer les clients et leur indiquer qu'elles ont contribué à protéger la santé et la sécurité des Canadiens pendant l'assouplissement des restrictions liées à la COVID-19.



« Le programme de la promesse d'APRÈS illustre bien comment les dirigeants du milieu des affaires passent à la vitesse supérieure dans la lutte contre la COVID-19. Notre gouvernement continuera de travailler en étroite collaboration avec le secteur de l'entreprise, comme une seule et unique Équipe Canada, pour d'assurer une relance et une reconstruction sécuritaires de l'économie. »

L'honorable Mary Ng

ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international

« Nous sommes fiers de faire partie d'une solution collective pour aider les Canadiens et Canadiennes à retourner au travail et dans des lieux publics en toute sécurité, confiants que leur bien-être est toujours notre préoccupation numéro un. »

Dave Filipchuk
pct



Quelles sont les prochaines étapes?



UN PROGRAMME DE CROISSANCE POUR LE CANADA

Bien avant que la pandémie de la COVID-19 ne force les entreprises dans l'ensemble du pays à fermer leurs portes et à éliminer plus d'un million d'emplois, l'économie du Canada était loin d'atteindre son potentiel.

Même si les gouvernements doivent en premier lieu réparer les dommages occasionnés par le coronavirus, ils ne doivent pas faire fi des défis sous-jacents qui minent lentement mais sûrement la qualité de vie des Canadiens et finissent par entacher la réputation du pays dans le monde.

En agissant rapidement pour remédier à ces lacunes et accroître la capacité du pays d'être concurrentiel en matière



d'emplois, d'investissements et d'activité entrepreneuriale, les décideurs peuvent assurer une relance plus solide à l'ère post-COVID-19.

La bonne nouvelle, c'est que nous savons déjà, dans une large mesure, ce qui doit être fait. En 2019, le Conseil canadien des affaires a tenu une série de tables rondes avec des experts pour s'entendre sur une courte liste de recommandations prioritaires visant à stimuler la croissance économique et à libérer le formidable potentiel du pays.

Notre Groupe de travail sur l'avenir économique du Canada a entendu les commentaires d'organismes de services sociaux, de groupes environnementaux, d'organisations autochtones, de spécialistes des politiques urbaines, d'économistes et de représentants élus – actuels et anciens – des trois ordres de gouvernement. Nous avons en outre obtenu les perspectives d'une dizaine d'associations de l'industrie et d'organismes sans but lucratif, notamment du Congrès du travail du Canada et de la Fédération canadienne des municipalités.

En se fondant sur les conseils reçus et leurs propres expériences en tant que dirigeants d'entreprises et entrepreneurs, les membres du Groupe de travail ont formulé des recommandations précises et pratiques pour accroître le potentiel économique du Canada.

De plus, le Groupe de travail a reconnu la responsabilité des employeurs d'enrichir le capital humain du Canada, entre autres en aidant à vaincre les obstacles qui nuisent à la participation au travail des groupes sous-représentés. Cette obligation morale est devenue encore plus urgente au printemps et à l'été 2020 alors que les dirigeants d'entreprise se sont mobilisés à la suite des manifestations contre le racisme dans l'ensemble du pays (page 41).

Dans les prochaines pages, nous présenterons nos recommandations et les raisons pour lesquelles nous croyons qu'elles doivent être mises en œuvre plus que jamais.

« Le temps presse. Nous devons agir maintenant pour renforcer la base économique du Canada et éliminer les obstacles à la croissance. Nous devons travailler ensemble de manière constructive pour stimuler les investissements, appuyer la création d'emplois de grande valeur et permettre plus facilement à des Canadiens de tous les milieux de réaliser leur potentiel. »

1. Moderniser le contexte réglementaire

Le Canada devrait s'engager à devenir le pays le plus efficace au monde sur le plan de la réglementation, selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale et le classement annuel établi par le Forum économique mondial.

Selon une enquête menée par le Conseil canadien des affaires auprès de ses membres en janvier 2019, le fardeau réglementaire constitue le facteur qui nuit le plus à la compétitivité du Canada. Ce sentiment est confirmé par plusieurs comparaisons indépendantes de la gouvernance réglementaire. Depuis 2006, le Canada est passé du quatrième rang au 23^e dans une étude annuelle de la Banque mondiale qui mesure le fardeau réglementaire imposé aux entreprises. Selon l'indice de compétitivité mondiale du Forum économique mondial de 2018, le Canada s'est classé au 12^e rang sur 140 pays en ce qui a trait à la compétitivité mondiale, mais 53^e en ce qui a trait au fardeau de la réglementation gouvernementale.

Ces résultats lamentables influent sur les perceptions internationales du Canada en tant que lieu pour faire des affaires et minent les efforts continus pour attirer les investissements étrangers directs. Ils augmentent les coûts pour les consommateurs, réduisent les occasions d'emplois et limitent la capacité des entreprises d'investir dans de la machinerie et des processus qui sont nouveaux et qui permettent d'accroître la productivité.

Au début de 2019, le gouvernement fédéral a mis sur pied le Comité consultatif externe sur la compétitivité réglementaire. Le Comité réunit des représentants du monde des affaires, du milieu universitaire et des consommateurs de partout au pays afin d'offrir un point de vue indépendant sur les

obstacles à la réussite des entreprises. Nous considérons qu'il s'agit d'un pas dans la bonne direction, mais il présente un inconvénient : son rôle se limite à fournir des conseils au Conseil du Trésor.

À notre avis, il faudrait mettre sur pied un organisme de surveillance indépendant capable de publier des rapports publics et doté d'un mandat législatif qui transcende le cycle politique. Dans les dernières années, l'Allemagne et le Danemark ont créé des institutions de surveillance semblable, améliorant la transparence et la responsabilité du régime réglementaire tout en réduisant le fardeau réglementaire que doivent assumer les entreprises et les citoyens.



« Nous devons nous assurer de placer le pays dans une position concurrentielle, qui lui permettra de sortir vainqueur, parce que je pense que plusieurs pays ont réussi à le faire... Le contexte réglementaire et le contexte fiscal sont fondamentaux pour paver la voie vers une économie prospère pour l'avenir. »

Chuck Magro
Nutrien

2. Accorder la priorité aux projets nationaux d'envergure

Le gouvernement fédéral devrait créer un organe législatif indépendant ayant pour mandat d'identifier des projets d'infrastructures importants et d'y accorder la priorité.

La productivité et la prospérité d'un pays sont étroitement liées à la qualité de ses infrastructures. C'est particulièrement vrai au Canada, étant donné sa superficie et sa dépendance au commerce international. Des infrastructures désuètes ou insuffisantes coûtent cher aux consommateurs et découragent les entreprises qui désirent s'établir au Canada ou étendre leurs activités. Tous les Canadiens ont payé le prix d'une infrastructure inadéquate en matière d'oléoducs et de son incidence néfaste sur les exportations d'énergie

Le Canada accuse du retard par rapport à ses homologues internationaux en matière de dépenses en infrastructures. Nous investissons moins par habitant que ne le font d'autres pays dans les transports, l'énergie, les déchets, les eaux, les services publics et les communications. Selon le Bulletin de rendement des infrastructures canadiennes de 2019, produit par la Fédération canadienne des municipalités et sept autres organisations partenaires, près de 40 pour cent des routes et des ponts des municipalités sont dans un état passable, mauvais ou très mauvais. La Banque mondiale classe le Canada au 21^e rang dans le monde pour de la qualité des infrastructures commerciales et de transports, comme les ports, les chemins de fer et les autoroutes. L'Allemagne est en tête de liste, alors que les États-Unis se situent au 7^e rang.

En 2016, le Conseil consultatif en matière de croissance économique du gouvernement fédéral a formulé des recommandations pour stimuler ce qu'il appelait des « projets nationaux de grande envergure » qui permettraient d'accroître considérablement la croissance économique et la productivité. Le gouvernement a donc créé la Banque de l'infrastructure du

Canada, dont le mandat est d'investir conjointement avec le secteur privé et des investisseurs institutionnels dans de nouveaux projets pouvant générer des revenus et qui sont d'intérêt public.

Nous appuyons la Banque de l'infrastructure du Canada et son potentiel de tirer parti de nouveaux types d'investissements créatifs dans de grands projets d'infrastructure. Or, le Canada n'a toujours pas de source de données pancanadienne fiable sur l'état de ses infrastructures, ni de source indépendante pouvant fournir des conseils aux gouvernements, à l'industrie et à la population sur les investissements et les réformes nécessaires pour offrir de meilleures infrastructures à l'ensemble des Canadiens.

Selon nous, le Canada devrait adopter un processus plus méthodique, transparent et stratégique pour accorder la priorité aux grands projets d'infrastructures. Les Canadiens ont besoin d'une approche qui va au-delà des élections et des cycles budgétaires afin de cerner les projets qui pourraient le mieux répondre à nos besoins futurs. La meilleure façon d'y parvenir est de s'inspirer du modèle australien d'un organisme indépendant et non partisan qui mène des études et prodigue des conseils à tous les ordres de gouvernement ainsi qu'à des investisseurs et à des propriétaires d'infrastructures importantes au niveau national.



3. Moderniser et simplifier le régime fiscal

Le gouvernement fédéral devrait entamer une révision indépendante du régime fiscal canadien visant à renforcer la capacité du pays d'attirer et de retenir les investissements des entreprises et les talents.

Un examen exhaustif du régime fiscal canadien aurait dû être mené il y a longtemps. Le dernier examen rigoureux a été réalisé il y a plus de 50 ans. En raison des révisions et des ajouts au code fiscal, la *Loi de l'impôt sur le revenu* compte désormais 3 281 pages; elle est donc plus complexe et donne lieu à plusieurs types d'inefficiences.

Le Canada fait l'objet d'une transformation économique rapide, de perturbations technologiques, d'une concurrence intense à l'échelle mondiale et d'une mobilité sans précédent des capitaux et des talents. Nous devrions nous demander si le régime fiscal conçu, révisé et modifié par des générations successives de Canadiens est toujours le meilleur pour relever les défis auxquels notre pays est actuellement confronté et auquel il fera vraisemblablement face au cours des prochaines années.

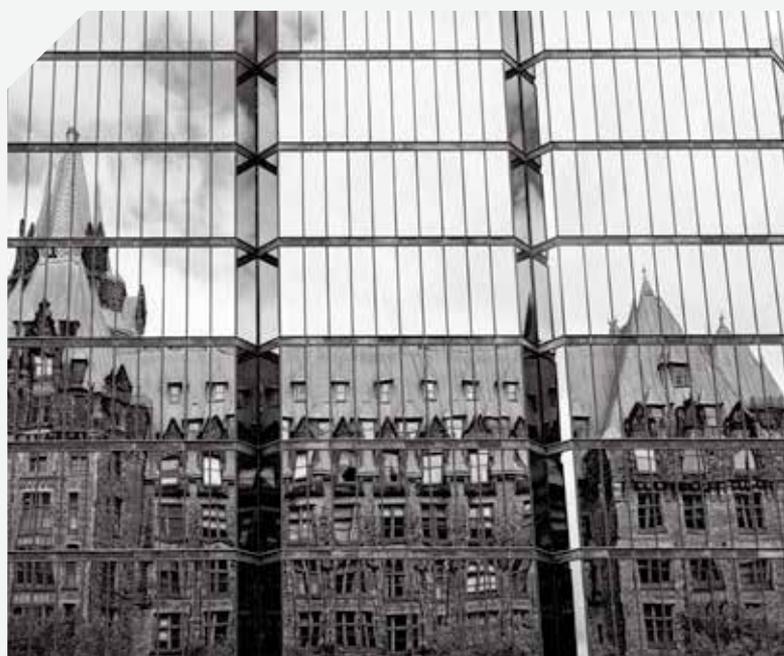
Selon la Banque mondiale, le Canada se classe au 19^e rang pour ce qui est de la facilité de payer de l'impôt, soit loin derrière des pays comme l'Irlande, le Danemark et la Nouvelle-Zélande. Une entreprise canadienne doit consacrer en moyenne 131 heures par année pour préparer, déclarer et payer (ou retenir) de l'impôt sur le revenu des sociétés, des taxes à valeur ajoutée ou de vente et l'impôt sur le travail, notamment l'impôt sur le salaire et des cotisations sociales. À titre de comparaison, il faut 90 heures en Finlande et 105 heures en Australie et au Royaume-Uni pour effectuer ce même travail.

Les particuliers canadiens se heurtent à des obstacles semblables lorsqu'il s'agit de préparer et de soumettre leur déclaration de revenus personnels. Le code fiscal actuel

comporte plus de 200 crédits d'impôt et incitatifs différents s'appliquant au revenu personnel. En théorie, ces mesures favorisent l'atteinte d'objectifs sociaux et rendent le régime fiscal plus progressiste. Cependant, recevoir ces prestations peut s'avérer coûteux et porter à confusion, réduisant du coup leur efficacité. Les Canadiens à faible revenu ne devraient pas avoir à embaucher un spécialiste pour produire leur déclaration de revenus.

Le régime fiscal du Canada devrait être efficient en plus d'être facile à comprendre et à respecter. Le régime fiscal des sociétés devrait promouvoir la croissance, la productivité et l'innovation, créant ainsi un avantage concurrentiel pour le Canada, au lieu de dissuader les investissements et la création d'emplois. L'administration fiscale devrait se concentrer davantage sur la détermination des risques, la prestation de services et la résolution des différends en temps opportun.

Il serait erroné de croire que nous pouvons atteindre ces objectifs au moyen de réformes fragmentaires. Il est temps de mener un examen exhaustif du régime fiscal.



4. Repenser la politique étrangère du Canada pour un monde en évolution

En matière de politique étrangère, le Canada devrait adopter une approche plus pragmatique et réaliste pour défendre nos intérêts en matière cybersécurité et nous protéger davantage contre d'éventuelles menaces numériques.

Entamé en 2001, l'examen le plus récent de la politique étrangère du Canada a été interrompu par les événements du 11 septembre et a ensuite été mis de côté. Depuis, le contexte géopolitique a changé radicalement, minant la stabilité mondiale et plongeant le Canada dans une situation d'isolement et de vulnérabilité inégale depuis des décennies.

Il est temps de moderniser la politique étrangère du Canada à la lumière d'un monde en évolution. Les États-Unis sont et demeureront notre partenaire le plus important sur les plans de l'économie et de la sécurité, et la gestion de la relation bilatérale doit continuer d'être la priorité de notre politique étrangère. Cependant, dans nos rapports avec le reste du monde, nous ne pouvons plus automatiquement présumer que les États-Unis se rangeront de notre côté. Nous devons être prêts à nous débrouiller seuls.

Le Canada défendra toujours la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la règle de droit. En tant que puissance intermédiaire, toutefois, nous pouvons mieux promouvoir nos valeurs en misant sur une diplomatie active et créative et sur l'établissement progressif de liens. Nous devrions résister à la tentation de prêcher ou de faire la morale aux autres; cette approche peut être populaire au pays, mais elle ne donnera pas les résultats escomptés.

Dans un monde incertain et imprévisible, le Canada doit pouvoir compter sur des institutions multilatérales puissantes, comme l'Organisation mondiale du commerce et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. En même



« Pour la première fois depuis des décennies, nous devons accroître notre autonomie dans les secteurs qui ont le plus d'impact sur notre compétitivité et notre prospérité. »

David McKay
Banque Royale du Canada

temps, si nous désirons sérieusement protéger la démocratie et accroître le rôle du Canada sur la scène internationale, nous devons être prêts à faire notre part. Pour mieux protéger notre souveraineté, nous devons augmenter considérablement nos dépenses en matière de défense et de sécurité nationale. « Nous devons donc renforcer nos capacités dans le domaine de la cyberdéfense, travailler avec des alliés qui ont les mêmes perspectives afin de protéger les institutions canadiennes contre les attaques numériques et limiter notre vulnérabilité aux mesures de rétorsion économique en diversifiant nos échanges commerciaux. »

Récemment, un nombre accru d'experts en politique étrangère et d'anciens diplomates canadiens chevronnés ont demandé un examen exhaustif des politiques étrangères et de défense du Canada. Étant donné les politiques changeantes des affaires internationales, l'absence de leadership prévisible au niveau mondial et l'évolution des menaces à la souveraineté canadienne, nous sommes d'avis qu'un tel examen est à la fois opportun et nécessaire.

5. Accroître l'immigration pour bâtir l'effectif dont le Canada aura besoin

Afin de faire le contrepoint à la population vieillissante du Canada et d'accroître la capacité économique du pays, le gouvernement fédéral devrait fixer un objectif annuel selon lequel les nouveaux venus totalisent un pour cent de la population du pays.

Le Canada a toujours bénéficié de l'énergie, des compétences, des idées et de l'esprit entrepreneurial des nouveaux arrivants. Les arguments pour justifier des taux plus élevés d'immigration sont particulièrement convaincants étant donné le faible taux de natalité du Canada et sa population vieillissante.

En 2012, le ratio des Canadiens en âge de travailler (de 15 à 64 ans) comparé aux personnes âgées (65 ans et plus) était de 4,2:1. Le ratio devrait atteindre deux pour un (2:1) d'ici 2036. Il s'agit de l'un des taux connaissant la hausse la plus rapide dans le ratio de dépendance des personnes âgées au sein des pays industrialisés; d'ici 2030, le ratio du nombre de retraités comparativement aux travailleurs sera supérieur à la moyenne de l'OCDE.

Les changements démographiques freineront la croissance économique. Il sera plus difficile pour les employeurs de recruter les travailleurs dont ils ont besoin pour étendre leurs activités et faire croître leur entreprise, et les gouvernements seront forcés d'envisager de faire augmenter les taux d'imposition sur le revenu pour financer les soins de santé et les programmes de prestations aux personnes âgées.

Avant la pandémie de la COVID-19, le Canada s'attendait à accueillir 341 000 nouveaux résidents permanents en 2020, soit 0,9 pour cent de la population du pays. Nous recommandons d'augmenter la cible annuelle de l'immigration à un pour cent de la population d'ici 2030, puis de maintenir ce taux au cours de la prochaine décennie. Une analyse

récente du Conference Board du Canada a conclu qu'une telle approche permettrait d'ajouter 5,3 millions de travailleurs à la population active du Canada entre 2018 et 2040, ce qui représenterait environ un tiers de la croissance économique annuelle pendant cette période. Elle réduirait également le coût moyen par Canadien travailleur pour les soins de santé et les prestations aux personnes âgées.

Nous recommandons en outre que la croissance du taux d'immigration d'ici 2040 se fasse dans les catégories dites économiques, c'est-à-dire que les gens sont choisis en fonction de leurs compétences et de leur capacité à contribuer à l'économie canadienne. En 2017, l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles, seuls 56 pour cent des nouveaux résidents permanents ont été sélectionnés en fonction de leurs facteurs économiques.

Finalement, nous recommandons que le Canada déploie plus d'efforts pour aider les nouveaux arrivants à bien s'intégrer. Un rapport publié en 2016 par le Conference Board du Canada estime que 844 000 Canadiens, soit environ deux tiers des immigrants, sont sans emploi ou sous-employés parce que leurs compétences ne sont pas bien reconnues. Remédier à cette lacune pourrait possiblement permettre à ces personnes d'augmenter en moyenne leurs revenus annuels de 15 000 \$ à 20 000 \$.



6. Élaborer une stratégie nationale relative aux ressources et au climat

Le gouvernement fédéral devrait organiser une rencontre des premiers ministres pour amorcer l'élaboration d'une stratégie nationale relative aux ressources dans le but de positionner davantage le Canada comme un lieu de prédilection pour les entreprises de pointe dans le secteur des ressources qui peuvent offrir un rendement supérieur sur les plans économique et environnemental.

Le vaste éventail de ressources énergétiques et naturelles du Canada représente une force économique importante. La capacité de notre pays d'offrir aux citoyens canadiens et au monde des produits énergétiques et issus des ressources qui sont sûrs, fiables et abordables a grandement contribué à remplir les coffres du gouvernement, à offrir des emplois bien rémunérés dans l'ensemble du pays et à permettre à des entreprises de réinvestir dans leurs collectivités.

Les sociétés de ressources canadiennes sont les plus grands employeurs des Autochtones et accordent de nombreux contrats à des entreprises autochtones. Ces industries peuvent aider à modifier radicalement les perspectives des collectivités autochtones et à leur permettre de prendre le contrôle de leur avenir économique.

Étant donné que notre économie repose largement sur les ressources énergétiques, le Canada doit relever un défi important pour se tailler une place dans un futur contexte de faibles émissions de carbone. Cependant, il s'agit d'une occasion tout aussi considérable. Nous avons besoin d'une vision pour répondre à la demande mondiale croissante concernant l'énergie et les ressources tout en prévoyant les investissements nécessaires pour que les Canadiens soient des joueurs clés dans une transformation mondiale à plus long terme.

S'ils possédaient une richesse semblable en matière de ressources, la plupart des autres pays auraient développé il y a longtemps une vision concernant la production responsable de biens et de technologies dont le monde a besoin. Malheureusement, la polarisation continue et les débats inutiles portant sur des projets particuliers ont nui à la capacité du Canada de déterminer une orientation appropriée. Des processus d'approbation complexes, de longues périodes d'attente et la menace omniprésente de poursuites ont entraîné une diminution des investissements dans des secteurs clés, les entreprises se tournant vers d'autres pays présentant un contexte plus propice aux investissements.



« Nous devons reconnaître que l'industrie de l'énergie doit faire partie de la solution, et je crois qu'elle peut diriger la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Lorsque les gouvernements et l'industrie s'assoient vraiment ensemble et s'attaquent à un problème commun comme celui de la COVID-19, je pense que cela peut être extrêmement efficace. »

On ne remarque pas assez souvent à quel point nos industries s'attaquent déjà à des défis de taille. Les sociétés d'exploitation de sables bitumineux dépensent des milliards de dollars pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre. L'entreprise canadienne Rio Tinto Alcan travaille en partenariat avec le gouvernement fédéral, le gouvernement du Québec et d'autres dirigeants pour mettre au point de l'aluminium sans aucune émission. Les entreprises canadiennes adoptent souvent des pratiques de gestion forestière de renommée mondiale et une bioénergie durable. L'industrie des produits chimiques est un chef de file de l'« économie circulaire », un processus qui vise l'utilisation judicieuse de matières brutes pouvant être transformées et réutilisées de plusieurs façons. Le secteur agroalimentaire canadien développe par ailleurs de nouveaux produits et de nouvelles méthodes agricoles qui servent à réduire l'empreinte environnementale de la production alimentaire et à stocker le carbone dans les sols.

Malgré les progrès, l'industrie canadienne devra faire encore mieux en investissant dans des technologies à faibles émissions de carbone et en surveillant le rendement des



« Je crois que notre industrie peut jouer un rôle de premier plan, autant dans la relance économique post-COVID-19 que dans la transition énergétique à long terme vers un futur à faibles émissions de carbone. »

Alex Pourbaix
Cenovus

compétiteurs dans d'autres pays. Idéalement, les entreprises devraient tenter de se classer dans le premier quartile en ce qui a trait aux émissions de gaz à effet de serre et à l'efficacité énergétique comparativement à leurs homologues internationaux.

Les entreprises canadiennes ont également l'obligation de démontrer comment elles intègrent les risques posés par les changements climatiques dans leur stratégie commerciale à long terme. Le récent rapport du Groupe d'experts sur la finance durable contient des idées utiles à ce chapitre, notamment comment tirer parti de l'expertise des institutions financières du Canada.

Une stratégie nationale relative aux ressources doit être réellement nationale et rallier les Canadiens à l'appui d'objectifs communs. La priorité devrait être accordée aux infrastructures nécessaires pour concrétiser cette vision, notamment le transport de pétrole, de gaz et d'électricité, les chemins de fer, les routes, les ports et les infrastructures de transport connexes. Le but devrait être de s'assurer que toutes les régions profitent de la richesse du Canada en matière de ressources, entre autres en favorisant un meilleur accès aux marchés mondiaux.



NOS ENGAGEMENTS



Le rendement économique du Canada sera donc fortement touché par sa capacité à tirer le maximum de profit de ses ressources humaines. En tant qu'employeurs, nous sommes particulièrement conscients de notre propre responsabilité d'investir dans le capital humain du Canada. Nous devons aider à éliminer les obstacles qui nuisent à la participation au travail des groupes sous-représentés. Les entreprises canadiennes peuvent aussi contribuer à bâtir un effectif plus intelligent et résilient.

Le Groupe de travail a formulé les recommandations suivantes et pris les engagements suivants :

- Prioriser l'apprentissage et le perfectionnement en milieu de travail. Les membres du Conseil canadien des affaires dirigeront cet effort en veillant à ce que leurs propres investissements dans la formation de leur effectif soient équivalents ou supérieurs au niveau moyen d'investissements d'entreprises américaines comparables d'ici 2025.
- Offrir aux jeunes Canadiens et Canadiennes de meilleurs parcours professionnels grâce à une participation accrue des employeurs à des programmes d'apprentissage intégré au travail. Nous sommes déterminés à atteindre le but établi par la Table ronde du milieu des affaires et de l'enseignement supérieur, c'est-à-dire veiller à ce que, d'ici 2028, chaque étudiant au niveau postsecondaire ait accès à une occasion d'apprentissage intégré au travail comme un stage, coopératif ou autre, ou un projet de recherche appliquée.
- Toutes les entreprises canadiennes devraient se doter d'une politique officielle sur la diversité qui appuie une culture inclusive en milieu de travail et qui contribue à réduire l'écart entre les sexes dans les postes de leadership.
- Les entreprises qui ne l'ont pas déjà fait devraient élaborer une stratégie de mobilisation des Autochtones. De plus, le Conseil canadien des affaires mettra sur pied un groupe de travail formé de chefs de la direction afin de cerner des occasions de collaborer de manière encore plus pratique avec le secteur privé et les peuples autochtones.
- Le Conseil canadien des affaires encourage toutes les entreprises canadiennes à adopter la Norme nationale du Canada sur la santé et la sécurité psychologiques en milieu de travail. Le Conseil canadien des affaires mettra sur pied un groupe de travail formé de chefs de la direction afin de cerner d'autres occasions d'améliorer et de protéger la santé et la sécurité psychologiques des travailleurs canadiens et de leurs familles.
- Les grandes entreprises canadiennes devraient faire davantage pour appuyer les entreprises technologiques canadiennes en démarrage et en progression. Elles pourraient notamment accroître leur part d'approvisionnement auprès de telles entreprises; investir davantage, directement ou par l'entremise d'un fonds canadien de capital de risque, dans des entreprises plus petites et innovatrices; et offrir aux entreprises en démarrage ou en progression des occasions de proposer leurs solutions à la haute direction. Afin de soutenir ces objectifs, le Conseil canadien des affaires parrainera des initiatives comme le nouveau concours C.L.I.C., qui jumelle des hauts dirigeants de grandes entreprises canadiennes à des entrepreneurs locaux qui ont des solutions novatrices pour leur industrie.



Qui nous sommes.

Le Conseil canadien des affaires est un acteur de premier plan dans les discussions sur les politiques publiques du Canada, renforçant l'économie du pays, son tissu social et ses institutions démocratiques.

Le Conseil est formé de chefs de la direction et d'entrepreneurs de plus de 150 grandes entreprises canadiennes de chaque région et secteur du pays. Ces entreprises... →



EMPLOIENT

plus de 1,7 million
de Canadiens



VERSENT

la plus grande part de l'impôt
sur le revenu des sociétés



GÉNÈRENT

la majeure partie des exporta-
tions canadiennes, de la
philanthropie d'entreprise et
des investissements dans la
recherche et le développement



APPUIENT

des centaines de milliers
de petites entreprises et
d'entrepreneurs dans des
collectivités de toutes les
tailles partout au pays

Publications choisies

« Un meilleur avenir pour les Canadiens : Rapport et recommandations du Groupe de travail sur l'avenir économique du Canada »

Conseil canadien des affaires

30 OCTOBRE 2019

« Our Prime Minister's dilapidated official residence is emblematic of Canada's neglected infrastructure »

(L'état décrépit de la résidence officielle de notre premier ministre est emblématique des infrastructures négligées au Canada)

Publié dans le *Globe and Mail*
Goldy Hyder

15 NOVEMBRE 2019

« Phase one trade truce could be devastating for Canadian exporters »

(La première phase de la trêve commerciale pourrait être dévastatrice pour les exportateurs canadiens)

Publié dans le *Financial Post*
Brian Kingston et Michael McAdoo

4 FÉVRIER 2020

« Why Africa? Building Canada's economic ties to the world's fastest-growing continent »

(Pourquoi l'Afrique? Nouer des liens économiques entre le Canada et le continent affichant la plus forte croissance dans le monde)

Conseil canadien des affaires

11 FÉVRIER 2020

« The path to economic reconciliation »

(La voie vers la réconciliation économique)

Publié dans le *Globe and Mail*
Goldy Hyder et JP Gladu

13 FÉVRIER 2020

« Data Driven: Canada's economic opportunity »

(Axé sur les données : l'occasion économique du Canada)

Conseil canadien des affaires

3 MARS 2020

« An open letter from Canadian business leaders on COVID-19 »

(Lettre ouverte des dirigeants d'entreprise canadiens sur la COVID-19)

Publié dans le *Globe and Mail*
Lettre signée par plus de 120 membres du Conseil canadien des affaires

16 MARS 2020

« The multi-speed recovery from COVID-19 »

(La reprise à plusieurs vitesses à la suite de la COVID-19)

Publié dans *iPolitics*
Goldy Hyder

20 AVRIL 2020

« A North American strategy on medical devices would benefit all three nations »

(Une stratégie nord-américaine sur les instruments médicaux profiterait aux trois pays)

Publié dans *Policy Options*
Brian Kingston et Michael McAdoo

28 AVRIL 2020

« Charge fiscale totale : Analyse sur sept ans de l'évolution de la charge fiscale totale »

PwC

MAI 2020

« A significant increase in testing is necessary to restart the economy »

(Une augmentation importante du dépistage est nécessaire pour relancer l'économie)

Publié dans la revue *Maclean's*
Goldy Hyder et D' Isaac Bogoch

12 MAI 2020

« There is no economic recovery without adequate child care »

(Il n'y a pas de reprise économique sans des services de garde adéquats)

Publié dans le *Toronto Star*
Goldy Hyder et Hassan Yussuff

3 JUIN 2020

« The Canadian economy post-lockdown »

(L'économie canadienne après le confinement)

Publié dans *Policy Magazine*
Goldy Hyder et Brian Kingston

19 JUIN 2020

« Corporate tax changes to foster economic growth »

(Des changements à l'impôt sur les sociétés pour favoriser la croissance économique)

Publié dans *Perspectives on Tax Law and Policy*
Brian Kingston

22 JUIN 2020

« The perfect stimulus for cash-strapped governments »

(Le stimulus parfait pour les gouvernements à court d'argent)

Publié dans le *Globe and Mail*
Goldy Hyder et William Robson

30 JUIN 2020

« La santé, la sécurité et le bien-être de nos employés, de nos clients et de la communauté locale continuent d'être notre priorité absolue pendant cette période sans précédent. »

Wendy Andrushko
DuPont Canada

« Notre priorité en ce moment est de s'assurer que nous pouvons rapatrier le plus grand nombre possible de personnes. »

Calin Rovinescu
Air Canada

« Chaque entreprise peut être un catalyseur de changement dans sa communauté. »

Darryl White
BMO Groupe financier

« Nous pouvons aider à protéger la vie des héros que sont les professionnels de la santé et les premiers intervenants pendant qu'ils continuent à traiter les personnes les plus vulnérables de notre société. »

Dean Stoneley
Compagnie Ford du Canada

« Il n'y a aucun manuel sur la gestion dans le contexte de la COVID-19. »

Nicolas Marcoux
PwC Canada

Le conseil d'administration



WENDY ANDRUSHKO

*Présidente
DuPont Canada*



RUSS GIRLING

*Président et chef de la direction
TC Énergie Corporation*



CHARLES BRINDAMOUR

*Chef de la direction
Intact Corporation financière*



TIM GITZEL

*Président et chef de la direction
Cameco Corporation*



NEIL CHRYSTAL

*Président et chef de la direction
Polygon Homes Ltd.*



ROY GORI

*Président et chef de la direction
Manuvie*



DEAN CONNOR

*Président et chef de la direction
Financière Sun Life inc.*



**LINDA S.
HASENFRATZ**

*Ancienne présidente du conseil d'administration
Conseil canadien des affaires et
Chef de la direction
Linamar Corporation*



VICTOR DODIG

*Vice-président du conseil d'administration
Conseil canadien des affaires et
président et chef de la direction
Banque Canadienne Impériale de Commerce*



GOLDY HYDER

*Président et chef de la direction
Conseil canadien des affaires*



HASSAN KHOSROWSHAHI

*Président du conseil d'administration
Persis Holdings Ltd.*



JOHN E. PELLER

*Président et chef de la direction
Andrew Peller Limited*



DONALD R. LINDSAY

*Président
Conseil canadien des affaires et
Président et chef de la direction
Teck Resources Limited*



ALEX POURBAIX

*Président et chef de la direction
Cenovus Energy Inc.*



LISA S. LISSON

*Présidente
Federal Express Canada Corporation*



CALIN ROVINESCU

*Président et chef de la direction
Air Canada*



CHUCK MAGRO

*Président et chef de la direction
Nutrien Ltd.*



GEOFFREY M. SMITH

*Président et chef de la direction
EllisDon Corporation*



DAVID I. MCKAY

*Président et chef de la direction
Banque Royale du Canada*



IAN SMITH

*Chef de la direction
Clearwater Seafoods Limited Partnership*



MARCIA MOFFAT

*Directrice générale
(chef nationale pour le Canada)
BlackRock*



CURT VOSSEN

*Président et chef de la direction
Richardson International Limitée*



MARC PARENT

*Président et chef de la direction
CAE Inc.*

Les membres

Le Conseil canadien des affaires est le plus grand regroupement de gens d'affaires au Canada. Sans but lucratif et non partisane, l'association est composée des entrepreneurs et dirigeants des 150 entreprises dominantes au pays. Nos membres représentent tous les secteurs de l'économie canadienne. Les entreprises qu'ils et elles dirigent administrent collectivement 7,5 trillions de dollars d'actifs, ont des revenus annuels de plus de 1,1 trillion de dollars et sont responsables de la vaste majorité des exportations, des investissements du milieu des affaires, de la recherche et développement du secteur privé, de l'éducation et de la formation offertes par l'employeur au Canada.

¹ Conseil d'administration

² Cercle des entrepreneurs

³ Membre associé

⁴ Dirigeant d'entreprise de deuxième génération

David Aisenstat²

*Chef de la direction
Keg Restaurants Ltd.*

Wendy Andrushko¹

*Présidente
DuPont Canada*

Martin Bachant

*Président
Xerox Canada Ltd.*

John Baker²

*Président et chef de la direction
D2L Corporation*

Scott Balfour

*Président et chef de la direction
Emera Inc.*

Arun Banskota

*Chef de la direction
Algonquin Power & Utilities Corp.*

Mark J. Barrenechea

*Vice-président du conseil, chef de la
direction et directeur de la technologie
OpenText Corporation*

Alfredo Barrios

*Chef de la direction, Aluminium
Rio Tinto*

Jorge Bartolome

*Président
Janssen Inc.*

Louis-Marie Beaulieu

*Président du conseil et
chef de la direction
Groupe Desjardins inc.*

John M. Beck²

*Président du conseil d'administration
Groupe Aecon Inc.*

Kevin L. Beingessner

*Chef de la direction
Coril Holdings Ltd.*

Scott Bell

*Président et directeur général
La Compagnie General Motors du
Canada*

Lorraine Ben

*Directrice générale
Lockheed Martin Canada*

Kilian Berz

*Associé principal et directeur général
BCG au Canada*

Mirko Bibic

*Président et chef de la direction
BCE Inc. et Bell Canada*

Charles Brindamour¹

*Chef de la direction
Intact Corporation financière*

Andy Canham

*Directeur général
SAP Canada*

Bertrand Cesvet

*Chef de la direction, associé principal
Sid Lee*

Heather Chalmers

*Présidente et chef de la direction
GE Canada*

Andre Charoo³

*Co-président
C100 Association*

John Chen

*Président exécutif du conseil
et chef de la direction
BlackBerry Limited*

Neil Chrystal¹

*Président et chef de la direction
Polygon Homes Ltd.*

Donald E. Clow

*Président et chef de la direction
Crombie REIT*

Dean Connor¹

*Président et chef de la direction
Financière Sun Life inc.*

John Corley

*Président et chef de la direction
Brink's Canada Ltée*

Guy Cormier

*Président et chef de la direction
Mouvement des caisses Desjardins*

Brad Corson

*Président du conseil, président
et chef de la direction
Compagnie Pétrolière Impériale Ltée*

Ben Cowan-Dewar⁴

*Co-fondateur et directeur général
Cabot Links*

Keith Creel

*Président et chef de la direction
Canadien Pacifique*

Stéphan Crétier²

*Président et chef de la direction
GardaWorld*

Michael Crothers

*Président
Shell Canada Limitée*

Thomas d'Aquino

*Membre distingué à vie
et ancien chef de la direction
Conseil canadien des affaires*

Rola Dagher

*Présidente
Cisco Systems Canada, Co.*

Dax Dasilva²

*Fondateur et chef de la direction
Lightspeed POS Inc.*

Daniel Daviau

*Président et chef de la direction
Groupe Canaccord Genuity Inc.*

Marc de La Bruyère²

*Directeur général
Maclab Development Group*

Arthur A. DeFehr²

*Président du conseil d'administration
Palliser Furniture Holdings Ltd.*

Charles Deguire⁴

*Président, chef de la direction
et co-fondateur
Kinova*

Stephen J. Dent

*Président du conseil et associé directeur
Birch Hill Equity Partners
Management Inc.*

Paul Desmarais jr²

*Président du conseil d'administration
Power Corporation du Canada*

Victor G. Dodig¹

*Vice-président du conseil d'administration
Conseil canadien des affaires et
Président et chef de la direction
Banque Canadienne Impériale de
Commerce*

Yves-Thomas Dorval³

*Président exécutif du conseil
d'administration
Conseil du patronat du Québec*

Ian C. Dundas

*Président et chef de la direction
Enerplus Corporation*

Ian L. Edwards

*Président et chef de la direction
Groupe SNC-Lavalin inc.*

Darren Entwistle

*Président et chef de la direction
TELUS Communications inc.*

Dawn Farrell

*Présidente et chef de la direction
TransAlta Corporation*

Joelle Faulkner⁴

*Fondatrice et chef de la direction
Area One Farms*

Howard Field

*Président et chef de la direction
Greenfield Global Inc.*

David G. Filipchuk

*Président et chef de la direction
PCL Constructors Inc.*

J. Bruce Flatt

Chef de la direction
Brookfield Asset Management Inc.

Chris H. Fowler

Président et chef de la direction
CWB Financial Group

Jean-François Gagné⁴

Président-directeur général
Element AI

Louis Gagnon

Président, É.U et Canada
Mercer LLC

Sabrina Geremia

Directrice nationale
Google Canada

Peter E. Gilgan²

Fondateur et chef de la direction
Mattamy Asset Management Inc.

Russ Girling¹

Président et chef de la direction
TC Énergie Corporation

Tim Gitzel¹

Président et chef de la direction
Cameco Corporation

Blake C. Goldring²

Président exécutif du conseil
La Société de Gestion AGF Limitée

Roy Gori¹

Président et chef de la direction
Manuvie

Rod Graham

Président et chef de la direction
Horizon North Logistics Inc.

Mike Greenley

Chef de la direction
MDA Inc.

Claude Guay

Président et directeur général
IBM Canada Ltée

Linda S. Hasenfratz^{1 2}

Ancienne présidente du conseil
d'administration
Conseil canadien des affaires et
Chef de la direction
Linamar Corporation

Steve Hasker

Président et chef de la direction
Thomson Reuters

John Hastings

Chef de la direction
Citi Canada

Christine Healy

Présidente et chef de la direction
Total E&P Canada Ltd.

Giles Hellyer

Président, 'potasse'
BHP Canada Inc.

Gordon Hicks

Chef de la direction
BGIS

Greg Hicks

Président et chef de la direction
Société Canadian Tire Limitée

Andrew Hider

Chef de la direction
ATS Automation Tooling Systems Inc.

Paul J. Hill²

Président du conseil d'administration,
président et chef de la direction
Harvard Developments Inc. –
A Hill Company

Goldy Hyder¹

Président et chef de la direction
Conseil canadien des affaires

Duncan N. R. Jackman²

Président du conseil d'administration,
président et chef de la direction
E-I. Financial Corporation Limited

Kirk Johnson

Président
ConocoPhillips Canada

Gord Johnston

Président et chef de la direction
Stantec Inc.

Shari Jones³

Co-présidente
C100 Association

David J. Kassie²

Président exécutif
Groupe Canaccord Genuity Inc.

Michael Katchen⁴

Co-fondateur et chef de la direction
Wealthsimple Inc.

Faisal Kazi

Président et chef de la direction
Siemens Canada limitée

Hassan Khosrowshahi^{1 2}

Président du conseil d'administration
Persis Holdings Ltd.

Craig Kielburger⁴

Co-fondateur
Organisme UNIS

Jeff Kinnaird

Président
Home Depot du Canada Inc.

Jenine Krause

Présidente et chef de la direction
Enercare

Sasha Krstic

Présidente
Mastercard Canada

Stephen Lake⁴

Co-fondateur et chef de la direction
North Inc.

Patrick Lamarre

Président
Kiewit Canada Group

Stéphane Lespérance

Président et chef de la direction
Aon Reed Stenhouse Inc.

Donald R. Lindsay¹

Président
Conseil canadien des affaires et
Président et chef de la direction
Teck Resources Limited

Stephen Liptrap

Président et chef de la direction
Morneau Shepell Itée

Lisa S. Lisson¹

Présidente
Federal Express Canada Corporation

Mark Little

Président et chef de la direction
Suncor Énergie Inc.

Brandt C. Louie²

Président du conseil d'administration
London Drugs Limited

Jon E. Love²

Chef de la direction
KingSett Capital Inc.

Marcelo Lu

Président
BASF Canada Inc.

Elio Luongo

Chef de la direction et associé principal
KPMG LLP

Mark Machin

Président et chef de la direction
RPC Investissements

Stacey Madge

Directrice nationale et présidente
Visa Canada

Chuck Magro¹

Président et chef de la direction
Nutrien Ltd.

Paul A. Mahon

Président et chef de la direction
Great-West Lifeco and Canada Life

Karn Manhas⁴

Fondateur et chef de la direction
Terramera Inc.

L'honorable John P. Manley

Membre distingué à vie
et ancien président et chef de la direction
Conseil canadien des affaires

Ronald N. Mannix²

Président émérite du conseil
d'administration
Coril Holdings Ltd.

Nicolas Marcoux

Chef de la direction
PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Éric Martel

Président et chef de la direction
Bombardier Inc.

Bharat Masrani

Président du Groupe et
chef de la direction
Groupe Banque TD

Ronald P. Mathison²

Président du conseil d'administration
Matco Investments Ltd.

Michael H. McCain²

Président et chef de la direction
Les Aliments Maple Leaf

Michael McDerment⁴

Co-fondateur et chef de la direction
FreshBooks

David McHattie³

Président du conseil d'administration
Manufactures et Exportateurs du Canada

David I. McKay¹

Président et chef de la direction
Banque Royale du Canada

Gordon McKenzie

Président et chef de la direction
Canpotex Limited

John McKenzie

Chef de la direction
Groupe TMX Limitée

Fumiaki Miyamoto

Président et chef de la direction
Mitsui & Co. (Canada) Ltd.

Marcia Moffat¹

Directrice générale
(chef nationale pour le Canada)
BlackRock

Al Monaco

Président et chef de la direction
Enbridge Inc.

Andrew Moor

Président et chef de la direction
Banque Équitable

Doug Murphy

Président et chef de la direction
Corus Entertainment Inc.

Kaori Namiki

Président et chef de la direction
Mitsubishi Canada Limitée

Joe Natale

Président et chef de la direction
Rogers Communications Inc.

Phil Noble³

Président du conseil d'administration
La Chambre de commerce du Canada

R. Jeffrey Orr

Président et chef de la direction
Power Corporation du Canada

Marc Parent¹

Président et chef de la direction
CAE Inc.

David V. Pathe

Président et chef de la direction
Sherritt International Corporation

Robert J. Peabody

Président et chef de la direction
Husky Energy Inc.

Kevin J. Peesker

Président
Microsoft Canada Inc.

John E. Peller^{1 2}

Président et chef de la direction
Andrew Peller Limitée

Rob Penner

Président et chef de la direction
Bison Transport Inc.

Cole Pinnow

Président
Pfizer Canada SRI

Sam Pollock

Chef de la direction
Brookfield Infrastructure Partners L.P.

Brian Porter

Président et chef de la direction
Banque Scotia

Alex Pourbaix¹

Président et chef de la direction
Cenovus Energy Inc.

Ricardo Proserpi

Président, Canada
Tenaris

David Rawlings

Chef de la direction – Canada
JPMorgan Chase & Co.

Dani Reiss

Président et chef de la direction
Canada Goose inc.

Michael W. Rencheck

Président et chef de la direction
Bruce Power

Hartley T. Richardson²

Président et chef de la direction
James Richardson et fils, limitée

John C. Risley²

Président et chef de la direction
CFFI Ventures Inc.

Michele Romanow⁴

Co-fondatrice et présidente
Clearbanc

Harold A. Roosen²

Président du conseil d'administration
et chef de la direction
Rocor Holdings Ltd.

Calin Rovinescu¹

Président et chef de la direction
Air Canada

Jason Rowe

Président du conseil d'administration
et chef de la direction
Goldman Sachs Canada Inc.

Jean-Jacques Ruest

Président et chef de la direction
CN

Jeffrey S. Russell

Président
Accenture Inc.

Steve Sammut

Président et chef de la direction
Rocky Mountaineer Railtours

Lino A. Saputo jr

Président du conseil
et chef de la direction
Saputo inc.

George D. Schindler

Président et chef de la direction
CGI inc.

Sam Sebastian

Président et chef de la direction
Pelmorex Corp.

Michael Serbinis⁴

Fondateur et chef de la direction
Terramera Inc.

Jean-Louis Servranckx

Président et chef de la direction
Groupe Aecon Inc.

Linda Seymour

Présidente et chef de la direction
Banque HSBC Canada

Bradley S. Shaw

Chef de la direction
Shaw Communications Inc.

Jad Shimaly

Président et chef de la direction
EY Canada

Bruce Simpson

Associé principal
McKinsey & Company

Edward Sims

Président et chef de la direction
WestJet

David G. Smith

Président et chef de la direction
Keyera Corp.

Geoffrey M. Smith¹

Chef de la direction
EllisDon Corporation

Ian Smith¹

Chef de la direction
Clearwater Seafoods Limited Partnership

Stephen Smith²

Président du conseil d'administration
et chef de la direction
Financière First National SEC

Nancy C. Southern²

Présidente du conseil d'administration
et chef de la direction
ATCO Ltd.

Ronald N. Stern²

Président et chef de la direction
Alberta Newsprint Company

Dean Stoneley

Président et chef de la direction
Ford du Canada Limitée

Margaret Stuart

Directrice nationale
Salesforce Canada Corporation

John M. Sullivan

Président et chef de la direction
La Corporation Cadillac Fairview Limitée

Doug Suttles

Chef de la direction
Ovintiv Inc.

L. Scott Thomson

Président et chef de la direction
Fining International Inc.

Scott Thon

Président et chef de la direction
AltaLink L.P.

Darren Throop

Président et chef de la direction
Entertainment One Ltée.

Garrick Tiplady

Directeur général
Facebook and Instagram Canada

Andy Trewick

Président et chef de la direction
Graham Construction & Engineering Inc.

Guy J. Turcotte²

Président et chef de la direction
Stone Creek Resorts Inc.

Louis O. Vachon

Président et chef de la direction
Banque Nationale du Canada

Mac Van Wielingen²

Fondateur et associé
ARC Financial Corp.

Jeff Vassart

Président
Cargill Limitée

Nicole Verkindt⁴

Fondatrice et chef de la direction
OMX

Anthony Viel

Chef de la direction
Deloitte

Sonja Volpe

Présidente et chef de la direction
BNP Paribas

Curt Vossen¹

Président et chef de la direction
Richardson International Limitée

Donald Walker

Chef de la direction
Magna International Inc.

V. Prem Watsa²

Président du conseil d'administration
et chef de la direction
Fairfax Financial Holdings Limited

Galen G. Weston²

Président exécutif du conseil
Les Compagnies Loblaw limitée

Darryl White

Chef de la direction
BMO Groupe financier

Penny Wise

Présidente
Compagnie 3M Canada

Paul Wood

Président et chef de l'exploitation
Tigre Géant

Mary Ann Yule

Présidente et chef de la direction
HP Canada Co.

Jeffery M. Zweig

Président et chef de la direction
Mosaic Forest Management Corp.

Le personnel du Conseil

Goldy Hyder
Président et chef de la direction

Susan Scotti
Vice-présidente exécutive

John Dillon
*Vice-président principal, Politiques
et avocat-conseil*

Ross Laver
Vice-président directeur, Stratégie

Robert Asselin
*Premier vice-président, Politiques
publiques*

Brian Kingston
*Vice-président, Politiques internationales
et budgétaires
(jusqu'en juillet 2020)*

Amy Castle
Vice-présidente, Communications

Michael Gullo
Vice-président, Politiques

Nancy Wallace
Vice-présidente, Services corporatifs

Howard Fremeth
Directeur des communications

Trevor Kennedy
Directeur des politiques

Callum Smith
Agent des communications

Owen Brown
Associé de recherche

Amanda DeYoung
Associé de recherche

Chantal Roy
*Adjointe exécutive auprès du président
et chef de la direction*

Monique Raymond-Dubé
Adjointe exécutive

Patti Matchem
Adjointe administrative principale

Christine Bogie
Adjointe administrative principale

Meagan Lachance
Adjointe administrative

Brigid Meldrum
Adjointe administrative

This Report is also available in English.

To receive a copy, please contact

info@thebusinesscouncil.ca.

« Ensemble, nous
pouvons déplacer des
montagnes, un geste
attentionné et gentil
à la fois. »

Lisa Lisson
Federal Express Canada

« Notre ultime priorité
est d'assurer la sécurité
et le bien-être de
nos gens. »

John Peller
Andrew Peller Limitée

« C'est facile de mener la
barque quand tout va
bien. C'est en temps de
crise que les vrais
leaders se démarquent. »

Russ Girling
TC Énergie Corporation

« Il s'agit indéniablement
d'une situation difficile
et nous remercions tous
ceux et celles qui se sont
engagés à améliorer
la santé et la sécurité
de nos collectivités.
Nous nous en sortirons
et nous le ferons
ensemble. »

Curt Vossen
Richardson International Limitée

« Rien ne nous a autant
rapprochés, à deux
mètres de distance,
que la COVID-19. »

Geoff Smith
EllisDon Corporation





Conseil canadien
des affaires

99, RUE BANK,
BUREAU 1001
OTTAWA CANADA K1P 6B9

THEBUSINESSCOUNCIL.CA/FR